

Déploiement au Burundi des observateurs de l'UA bien après les élections

RFI, 28-07-2015 Le Burundi autorise le déploiement tardif des experts de l'UA Il a fallu attendre la réélection de Pierre Nkurunziza, après le scrutin contesté du 21 juillet, pour que le gouvernement burundais autorise les experts de l'UA à entrer dans le pays. La dizaine d'observateurs des droits de l'homme et des experts militaires de l'Union africaine, qui se trouvaient au Burundi depuis une semaine, ont enfin reçu, mardi 28 juillet, le feu vert pour leur déploiement, après avoir été reçus au ministère des Relations extérieures.

Prévu par la résolution du Conseil paix et sécurité de l'Union africaine du 13 juin à Johannesburg pour aider ce pays sortir de la grave crise politique dans laquelle il est plongé, il a fallu attendre que Pierre Nkurunziza soit réélu dans un processus électoral contesté pour les voir débarquer à Bujumbura. «Ça n'a pas été facile», selon des sources de l'organisation africaine. Le Conseil paix et sécurité du 13 juin à Johannesburg avait prévu le déploiement de ses experts au Burundi dans les deux semaines mais les autorités burundaises n'auraient pas tardé à leur mettre des bâtons dans les roues. Exigence de visas plus un mémorandum d'entente, report par deux fois de la date d'arrivée de ce groupe, tout a été mis en œuvre pour que cette délégation ne soit déployée qu'après l'élection présidentielle contestée du 21 juillet. Mais pour l'assistant du ministre, qui les a reçus en l'absence du chef de la diplomatie burundaise, l'explication est toute autre. Thomas Barankitse pointe du doigt les lenteurs administratives de l'institution africaine et un timing compliqué. «D'une part il y a l'organisation au sein même de la commission africaine. Et maintenant c'est une équipe de pourchasseurs mais il y avait aussi des observateurs à recruter. Mais du côté burundais aussi, vous savez que le calendrier était très chargé. On était occupé avec la préparation des élections. C'est que cela a pris un certain temps.» Enfin, reste la question de l'efficacité de ces groupes, chargés notamment de veiller au respect des droits de l'homme et de vérifier les opérations de désarmement des milices et autres bandes armées. L'Union africaine voulait déployer 70 observateurs des droits de l'homme et des experts militaires. Bujumbura a donné son consentement que pour 15 de chaque groupe. Impossible de produire un travail de qualité dans ces conditions, dit-on. Le conseil de l'Union africaine a donc entamé de nouvelles négociations pour que ces effectifs soient revus à la hausse. En attendant le reste de l'équipe, 10 observateurs et 10 experts militaires sont attendus au Burundi samedi.